

## REVALORISATION SALARIALE DU CORPS MÉDICAL

## Satisfecit du Syndicat national des médecins généralistes de santé publique

**Les augmentations des salaires des médecins généralistes sont effectives depuis hier. Le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique (SNMGSP) a affiché sa satisfaction lors d'une assemblée générale tenue, hier, à Alger.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Les médecins généralistes bénéficient désormais depuis, hier, d'une nouvelle grille salariale. Et pas des moindres, puisque les augmentations varient entre 60 et 85% outre la prime de garde réévaluée à hauteur de 4 000 DA et la prime de contagion qui est en cours de réévaluation.

Il s'agit d'un grand acquis, selon le Syndicat national des médecins généralistes de santé publique qui a tenu, hier, une assemblée générale au CHU Mustapha-Pacha, à Alger. Des augmentations conséquentes qui vont toucher l'ensemble des praticiens

généralistes de santé publique avec effet rétroactif à compter de janvier 2008.

Le syndicat, qui a fait part à ses adhérents des détails de ces augmentations, ne cache pas sa satisfaction : «Chaque généraliste va bénéficier de près de 220 millions de centimes pour ces 42 mois.» Soulignons que suite à cette revalorisation salariale, le médecin généraliste relevant de la 6<sup>e</sup> catégorie verra son salaire actuel net passer de 42 900 DA à 68 465 DA. La rémunération du médecin généraliste principal est passée de 50 029 DA à 85 931 DA. Quant au médecin généraliste en chef, son salai-



Les multiples actions de protestation ont porté leurs fruits.

re net passe de 52 263 DA à 94 842 DA.

Pour le Dr Saleh Laouar, président du SNMGSP, «cela répond amplement aux aspira-

tions des médecins généralistes. Cet acquis représente le couronnement de longues années de lutte pour l'aboutissement à un salaire digne de

la fonction». Il a souligné que la nouvelle grille des salaires des praticiens coûte au Trésor près de 52 milliards de dinars et se dit étonné de l'appel de

certain syndicat des praticiens généralistes à la grève.

«C'est une grève qui n'a pas de sens. C'est de l'irresponsabilité», a-t-il déclaré. Le D<sup>r</sup> Laouar a dénoncé ce qu'il appelle «campagne d'intox à l'égard de son syndicat émanant de certaines parties qui l'accusent d'être à la solde du ministre de la Santé». Le syndicaliste a tenu à mettre les choses au clair : «Nous sommes les seuls représentants des praticiens généralistes.»

Le président du SNMGSP a assuré que deux commissions mixtes syndicat-ministère de la Santé vont être installées incessamment. La première concernera les modalités pratiques du passage du grade de médecin principal à celui de médecin en chef et la deuxième se penchera sur la formation médicale continue du praticien généraliste.

S. A.

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Déficit en médecins spécialistes à l'hôpital Benbadis

**Dans une correspondance adressée au wali de Sidi-Bel-Abbès, les 16 médecins spécialistes de l'hôpital Benbadis de Sidi-Bel-Abbès décrivent leur situation professionnelle en appelant les autorités compétentes à y remédier, et ce, ajoutent-ils, dans l'intérêt du malade, qui, avec un peu de bon sens de la part des responsables, pourra être sauvé.**

Selon les signataires de la correspondance, l'hôpital Benbadis connaît depuis plus d'une année un déficit en médecins spécialistes avec le départ de deux pédiatres, deux gynécologues, un réanimateur, un radiologue, un diabétologue, et le départ en cours d'un gastroentérologue, d'un pneumologue, d'un chirurgien et d'un réanimateur, d'un cardiologue et d'un ORL.

Les raisons de cette saignée sont diverses mais, selon eux, ce départ massif des médecins spécialistes

incomberait surtout à «la personnalité du directeur» qu'ils accusent de manque de dialogue et de communication, de vision juste de l'intérêt du malade, de partenariat, de fausseté de jugement, de méfiance, de harcèlement, de pression et d'entrave à la liberté syndicale. Vu le mur qui se dresse entre le directeur et les médecins spécialistes, des faits en ont découlé avec un conseil médical quasi-inexistant, indiquent-ils, un manque de médecins spécialistes pour une réelle prise en

charge des problèmes du malade, si ce n'est sur les procès-verbaux où tout va bien, une formation continue qui n'existe même pas et les bourses à l'étranger qui sont dissimulées, une organisation des services laissant à désirer, selon eux, par manque de moyens adéquats de travail et l'ingérence de l'administration dans les plus petits détails du fonctionnement du service, le service de chirurgie en panne depuis plusieurs mois par manque de moyens de travail, des urgences pédiatriques créées sans autorisation préalable de la tutelle ni même l'avis du conseil médical, des urgences médico-chirurgicales chapeautées par un médecin généraliste malgré l'existence de médecins spécialistes (chirurgien, réanimateur, etc.), l'absence de postes supérieurs ; il n'y a que des médecins chefs par intérim étant donné que l'administration n'a

pas demandé de postes supérieurs depuis 2007, lit-on sur la correspondance.

Sagissant de logement et depuis la création de l'hôpital, seulement cinq ont été réalisés, et actuellement deux logements d'astreinte à l'intérieur de l'hôpital sont toujours fermés alors que tous les médecins spécialistes résident à Oran, Mascara, Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès Ville et sont obligés de faire la navette.

Aussitôt cette correspondance arrivée sur le bureau du wali, ce dernier a convoqué pour jeudi prochain les deux parties (directeur et médecins spécialistes) en conflit pour une confrontation et, si possible, des solutions pour remédier à la situation qui reste jusqu'à très tendue.

A. M.

## ARCELORMITTAL ANNABA

## Laborieuses négociations pour des augmentations salariales

**Entamées lundi en fin d'après-midi entre le directeur général d'ArcelorMittal Annaba et le partenaire social (conseil syndical et comité de participation), les négociations relatives à l'augmentation des salaires ont repris hier mardi vers 14 heures dans une ambiance qualifiée par les représentants des travailleurs de laborieuse.**

Aux dernières nouvelles, ces négociations pourraient ne pas déboucher sur une entente au profit des 5 200 travailleurs du complexe d'El Hadjar. En tout état de cause, les résultats attendus de ces négociations ne manqueront pas d'avoir des répercussions négatives ou positives, c'est selon, pas seulement pour les métallos d'El Hadjar mais concerneront également les autres filiales du groupe, telles la tuberie sans soudure (TSS) ou les mines de l'Ouenza et Boukhadra, totalisant plus

d'un millier de travailleurs du groupe géant de la sidérurgie mondiale.

En grève depuis la mi-avril dernier, les salariés de la mine de Boukhadra ont regagné leurs postes de travail à la fin de la semaine dernière suite à une décision de justice déclarant leur débrayage illégal. Cette reprise est venue au bon moment, évitant une grave perturbation du processus de fabrication de l'acier. Et pour cause, le stock de minerai au niveau du complexe commençait à s'épuiser dangereuse-

ment. Et les gueules noires de la mine de Boukhadra fournissent les deux tiers du minerai, soit quelque 4 000 tonnes sur les 6 000 tonnes/jour de minerai nécessaire à la bonne marche du complexe d'El Hadjar.

Concernant la filiale TSS, qui ne dispose pas de plan de charges depuis le refus en 2006 de sa production de tubes par l'entreprise Sonatrach pour défaut de fabrication, d'ailleurs reconnu par le DG, l'optimisme est de retour chez le premier responsable d'ArcelorMittal Annaba, après la certification Iso 9001 du produit de la TSS et sa récente entrevue avec le SG du ministère de l'Energie, qui a été sensible aux doléances du premier responsable d'ArcelorMittal, d'autant qu'il s'agit d'une société de droit algérien issue d'un partenariat. Donc avantagée par rap-

port aux autres entreprises étrangères, conformément aux décisions prises par le gouvernement en ce sens.

Par ailleurs, le dossier investissement et le renouvellement de l'accord de partenariat avec le groupe franco-indien sera au centre de la rencontre qu'auront aujourd'hui à Alger le patron de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd, des représentants de la SGP Transolb et le secrétaire général du conseil syndical de l'entreprise ArcelorMittal Annaba avec le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Mohamed Benmeradi.

Cette rencontre est primordiale pour le devenir du partenariat entre les entreprises du groupe étatique Sider et le groupe du Luxembourg. Elle permettra l'engagement d'un montant de 500 millions d'eu-

ros sur la période 2011/2015 pour le renouvellement des installations du complexe devenues aujourd'hui très vétustes.

Les sidérurgistes gardent un grand espoir de voir ce partenariat renouvelé, d'autant que dans ses dernières déclarations, M. Benmeradi insistait sur le fait de ne pas revenir sur les décisions prises concernant les entreprises ayant déjà fait l'objet de cession d'une partie de leurs actifs, expliquent des économistes ayant suivi l'opération de cession des entreprises publiques à des étrangers dans le cadre du partenariat, mais faut-il encore que les responsables du groupe ArcelorMittal lâchent un peu du lest concernant les augmentations salariales, souligne-t-on de même source.

A. Bouacha

## Les postiers de Béjaïa en grève

Les postiers ont observé un arrêt de travail d'une demi-journée, hier mardi, à l'appel du conseil syndical d'Algérie Poste de la wilaya de Béjaïa pour exiger la dissolution de la commission paritaire de discipline dont les délégués des travailleurs siégeant au sein de ladite structure «ont été désignés par l'employeur à l'insu de la structure syndicale», indique-t-on dans une déclaration rendue publique.

Tout en manifestant sa vive colère contre ce qu'il qualifie de grave dépassement et de violation de la loi par la direction, le conseil syndical d'Algérie Poste de Béjaïa rappelle à l'occasion que la structure syndicale des postiers est «l'unique interlocutrice habilitée et qualifiée pour négocier au nom des postiers de la wilaya».

Le syndicat d'entreprise des travailleurs d'Algérie Poste de la wilaya de Béjaïa, qui refuse «toute ingérence dans ce qui relève de ses prérogatives», menace de radicaliser son mouvement dans le cas où la direction persisterait «à faire la sourde oreille et de procéder à la dissolution de la commission paritaire de discipline en question».

«L'urgence pour la direction d'Algérie Poste consiste surtout à trouver des solutions aux préoccupations quotidiennes des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail à travers les différentes recettes postales de la wilaya. Le manque de moyens matériels et humains, l'exiguïté des recettes qui n'arrivent plus à répondre aux besoins des usagers. Au lieu de s'occuper des questions relevant uniquement de l'activité syndicale», s'indigne Younsi Amar, responsable du syndicat d'entreprise des travailleurs d'Algérie Poste.

A. K.